

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique. Entrevue avec Marc Laviolette

Pierre Beaudet

Numéro 22, automne 2019

Valleyfield, mémoires et résistances

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91539ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (2019). La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique. Entrevue avec Marc Laviolette. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 132–135.

La grande bataille du Suroît contre la centrale thermique

Entrevue avec Marc Laviolette

Pierre Beaudet¹

Professeur associé à l'Université du Québec en Outaouais

En 2001, Hydro-Québec et le gouvernement du Parti québécois (PQ) annoncent un mégaprojet de construction d'une centrale thermique au gaz à Beauharnois, la ville-sœur, si on peut dire, de Valleyfield. Le budget du projet est évalué à plus de 550 millions de dollars. On estime qu'une fois complétée, la centrale pourra produire plus de 850 mégawatts et qu'on pourra exporter l'électricité vers l'Ontario et les États-Unis. En 2003, cependant, le projet reçoit une évaluation négative du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) qui estime que, « malgré sa contribution importante à l'essor économique de la région de Beauharnois et malgré les impacts réduits qu'il aura sur l'environnement, le projet augmentera de façon substantielle les émissions de gaz à effet de serre du Québec² ». Malgré cet avis négatif, le nouveau gouvernement du Parti libéral remet le projet sur les rails à la fin de 2003. Rapidement, l'opposition s'organise. Une vaste coalition d'organisations environnementalistes, la coalition Québec-Vert-Kyoto, organise une manifestation en février 2004 où se retrouvent plus de 4000 personnes devant le siège social d'Hydro-Québec à Montréal.

1 L'entrevue fut réalisée à Valleyfield le 28 février 2019.

2 BAPE, *Rapport 170. Projet de centrale à cycle combiné du Suroît à Beauharnois par Hydro-Québec*, Québec, janvier 2003.

La coalition Québec-Vert-Kyoto³

Cette coalition a réuni plusieurs secteurs de la société : comités de citoyens et de citoyennes, médecins de famille, groupes écologistes, associations étudiantes, artistes, scientifiques, syndiqué-e-s ainsi que des organismes comme l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCREQ) et l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN⁴) avec l'aide de militants et militantes du Parti vert du Québec⁵.

À la suite de nouvelles mobilisations citoyennes, dont une deuxième grande manifestation le 29 mai 2004, le projet est transmis pour étude à la Régie de l'énergie qui finit par affirmer son inutilité relative, compte tenu des surplus d'énergie électrique générés par les diverses installations d'Hydro partout au Québec. À la fin de 2004, le gouvernement du Québec annonce la suspension définitive du projet. Cette bataille a clairement été une victoire sans précédent du mouvement environnementaliste, à l'échelle de tout le Québec. Ce qui est moins connu, c'est que la bataille a également été menée par les citoyens et les citoyennes de Beauharnois, avec l'appui d'une bonne partie de la population de Valleyfield et des environs. C'est de cette importante dimension locale que nous avons pu discuter avec le syndicaliste Marc Laviolette⁶, qui était à l'époque porte-parole du comité de citoyens de Beauharnois opposé au projet du Suroît.

P.B. — Il y a eu une importante mobilisation locale dans le Suroît contre ce projet de centrale thermique qui devait en principe apporter des revenus et des emplois dans la région. Comment expliquer cela ?

M.L. — Dans notre région, il y a eu dans le passé de sérieux problèmes environnementaux. Dans les années 1960, les grandes entreprises multinationales jetaient dans les eaux environnantes des quantités invraisemblables de métaux lourds. Une des entreprises les plus irresponsables, l'Union Carbide, déversait 30 tonnes de produits

3 Marie-Ève Giroux, « Lutte contre le projet de centrale thermique du Suroît », *Cahiers du CRISES*, n° MS0703, mars 2007.

4 L'UQCN est devenue Nature Québec en 2005. (NdR)

5 La coalition a également bénéficié de l'appui d'un ministre « dissident » du gouvernement libéral, le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, et de plusieurs partis politiques (PQ, Bloc québécois, Union des forces progressistes, Parti Vert et même l'Action démocratique du Québec).

6 Marc Laviolette a été président du Syndicat national des produits chimiques de Valleyfield de 1986 à 1994, puis président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) de 1999 à 2002, et enfin vice-président de la Fédération de la métallurgie devenue la Fédération de l'industrie manufacturière de la CSN.

polluants par mois. Les gens connaissaient cette situation, car ils voyaient les déchets faire rouiller leurs autos et leurs maisons. Des enquêtes médicales révélaient un taux anormalement élevé de maladies pulmonaires. Autre chose : Beauharnois est une ville où Hydro-Québec est installée depuis longtemps, ce qui veut dire qu'on connaissait comment cette entreprise fonctionne. Au lieu d'investir dans le renouvelable (la région est un bon site pour l'énergie éolienne, notamment), Hydro est restée avec la mentalité « béton ». Il fallait construire et construire, alors qu'on savait qu'il y avait des surplus d'énergie électrique en masse.

P.B. — Les syndicats étaient-ils sensibilisés à la chose ?

M.L. — Évidemment. Ils ont joué un grand rôle. Encore là, on a une histoire. Depuis longtemps, les syndicats de notre région se sont battus pour améliorer les conditions de santé et de sécurité dans les usines. On a même fait des grèves pour cela, notamment contre Union Carbide, en 1976 et en 1979. Dans mon usine à Expro, on a imposé aux employeurs des conditions très strictes, régies par des comités paritaires, qui ont dans une certaine mesure interdit les pratiques les plus dangereuses. Des patrons irresponsables aux projets sans bon sens d'Hydro-Québec, on a fait les liens.

P.B. — C'est pour cela que la population s'est mobilisée ?

M.L. — On avait déjà un comité de citoyens avant que l'affaire de la centrale au gaz n'arrive dans le décor. Tout de suite, le comité a demandé au maire d'organiser un référendum, ce qu'il n'a jamais fait. On a tenu des réunions de cuisine. On en a parlé dans les assemblées syndicales. Les étudiants et les étudiantes ont massivement embarqué. Finalement, on a organisé la plus grosse assemblée dans l'histoire de la ville, avec presque 1000 personnes. On a porté notre message partout au Québec, on est allés à la commission parlementaire. La voix du peuple était claire et nette : non à ce projet !

P.B. — Finalement, la « digue » a cédé...

M.L. — Les autorités locales ne pouvaient pas faire autrement. Le maire de Beauharnois, au départ en faveur du projet, s'est finalement prononcé contre. Une grande majorité des résidents et résidentes de la ville était explicitement contre. À Valleyfield également et dans les environs, on a eu l'appui de la population. Le gouvernement et Hydro-Québec se sont retrouvés isolés avec une poignée d'entrepreneurs qui disaient que le refus du projet serait une catastrophe pour la région. Les gens n'ont pas cru à cela.

P.B. — Comment cela s'est-il passé après le retrait du projet ?

M.L. — On est restés mobilisés. Lors des élections municipales à Beauharnois, le maire a été battu par un candidat appuyé par les syndicats. Quant à moi, je suis retourné à l'usine avec mon monde. Pendant quelque temps, on a presque géré Expro, notamment en achetant une part des actions de l'entreprise. On était organisés atelier par atelier ; les ouvriers disaient aux contremaîtres ce qu'il fallait faire et ne pas faire. Puis SNC (qui ne s'appelait pas encore SNC-Lavalin) a racheté l'usine pour la revendre quelques années plus tard à une entreprise américaine, General Dynamics, qui a fermé une grande partie des installations et mis à pied des centaines de travailleurs. Cependant, aujourd'hui encore, les patrons ont compris que les travailleurs ne sont pas passifs, qu'ils connaissent leurs affaires, qu'ils sont prêts à empêcher des pratiques douteuses sur le plan de la sécurité et de l'environnement. On est encore debout et on résiste.